

le gouvernement dans la voie de la rénovation nécessaire. Bientôt, je vous demanderai de vous grouper pour qu'ensemble, réunis autour de moi, en communion avec les anciens combattants déjà formés en légion, vous meniez cette révolution jusqu'à son terme, en ralliant les hésitants, en brisant les forces hostiles et les intérêts coalisés, en faisant régner, dans la France nouvelle, la véritable fraternité nationale.

LA CONDITION DE L'HOMME ¹

Au point où nous en sommes, les succès militaires ne résoudront pas le seul problème auquel le monde est en suspens : savoir quelle est, quelle pourra être la condition de l'homme. Ce n'est pas le dessein des guerres, et, quant à nous le choix n'est plus à faire.

Nos armes sont en nous-mêmes : la paix ne pourra qu'annoncer dans le monde une grande transformation sociale. Préparons-nous pour ce combat. Il est aussi noble que l'autre. Et nous pourrions y retrouver la grandeur.

AD11
D°1360/01

PRINCIPES DE LA COMMUNAUTÉ

L'homme tient de la nature ses droits fondamentaux. Mais ils ne lui sont garantis que par les communautés qui l'en-

1. Déclaration faite au *Petit Parisien* le 3 juin 1943.

tourent : la famille qui l'élève, la profession qui le nourrit, la nation qui le protège.

Reconnaître à l'homme des droits sans lui imposer des devoirs, c'est le corrompre. Lui imposer des devoirs sans lui reconnaître des droits, c'est l'avilir.

La liberté et la justice sont des conquêtes. Elles ne se maintiennent que par les vertus qui les ont engendrées : le travail et le courage, la discipline et l'obéissance aux lois.

Les citoyens doivent travailler à rendre la société toujours meilleure. Ils ne doivent pas s'indigner qu'elle soit encore imparfaite.

L'esprit de revendication retarde les progrès que l'esprit de collaboration réalise.

Tout citoyen, qui cherche son bien propre hors de l'intérêt commun, va contre la raison et contre son intérêt même.

Les citoyens doivent à la patrie leur travail, leurs ressources et leur vie même. Aucune conviction politique, aucune préférence doctrinale, ne les dispense de ces obligations.

Toute communauté requiert un chef. Tout chef, étant responsable, doit être honoré et servi. Il n'est plus digne d'être un chef dès qu'il devient oppresseur.

L'État a pour fins la sécurité, le bonheur et la prospérité de la nation. Il doit au criminel le châtiment, à l'innocent la protection, à tous la souveraineté des lois. Ces hauts devoirs définissent sa mission, il ne l'accomplit qu'en exerçant l'autorité dans la justice.

L'État doit être indépendant et fort. Aucun groupement ne peut être toléré, qui oppose les citoyens les uns aux autres et tend à ruiner l'autorité de l'État. Toute féodalité met en péril l'unité de la nation. L'État se doit de la briser.

L'État demande aux citoyens l'égalité des sacrifices : il leur assure, en retour, l'égalité des chances.

L'école est le prolongement de la famille. Elle doit faire comprendre à l'enfant les bienfaits de l'ordre humain qui

l'encadre et le soutient. Elle doit le rendre sensible à la beauté, à la grandeur, à la continuité de la patrie. Elle doit lui enseigner le respect des croyances morales et religieuses, en particulier de celles que la France professe depuis les origines de son existence nationale.

Ni la naissance, ni la fortune ne confèrent le droit au commandement. La vraie hiérarchie est celle du talent et du mérite.

L'économie d'un pays n'est saine que dans la mesure où la prospérité des entreprises privées concourt au bien général de la communauté.

La fortune n'a pas seulement des droits; elle a aussi des devoirs proportionnés aux pouvoirs qu'elle confère.

L'État délègue à ses fonctionnaires une part de son autorité et leur fait confiance pour l'exercer en son nom; mais, pour cette raison même, il punit leurs défaillances avec une sévérité exemplaire.

AD11
D°1360/02

INDIVIDUALISME ET NATION ¹

Dans les malheurs de la patrie, chacun de nous a pu se rendre compte qu'il n'y a pas de destin purement individuel, et que les Français n'existent que par la France.

Jetés hors de leurs maisons, loin de leurs champs, de leurs métiers, réduits à la condition de nomades, des millions de nos concitoyens ont appris, par une cruelle expérience, que l'homme réduit à lui seul est la plus misérable des créatures.

Dans ce naufrage de toutes leurs sécurités coutumières, c'est à ce qui restait de leurs villages, de leurs familles, de leurs foyers, qu'ils ont demandé assistance, c'est vers

¹ Article du maréchal Pétain publié par la *Revue Universelle*, dans le numéro 1 de sa nouvelle série, le 1^{er} janvier 1941.

ce qui subsistait encore de la nation qu'ils ont cherché secours.

Puisse cette grande et terrible leçon leur servir!

L'épreuve soufferte par le peuple français doit s'inscrire en traits de feu dans son esprit et dans son cœur. Ce qu'il faut qu'il comprenne pour ne jamais l'oublier, c'est que l'individualisme, dont il se glorifiait naguère comme d'un privilège, est à l'origine des maux dont il a failli mourir.

Il n'y aurait pas de relèvement possible, si les fausses maximes de l'égoïsme politique, social, moral, spirituel, devaient rester celles du nouvel État français, de la nouvelle société française ¹.

Nous voulons reconstruire, et la préface nécessaire à toute reconstruction, c'est d'éliminer l'individualisme destructeur — destructeur de la *famille*, dont il brise ou relâche les liens, destructeur du *travail*, à l'encontre duquel il proclame le droit à la paresse, destructeur de la *patrie*, dont il ébranle la cohésion quand il n'en dissout pas l'unité.

Dressé systématiquement contre tous les groupes sociaux sur lesquels la personne humaine s'appuie et se prolonge, l'individualisme ne manifeste jamais de vertu créatrice. Il est à remarquer que les époques où l'individualisme règne sont celles qui produisent le moins d'individualités.

L'individualisme reçoit tout de la société et ne lui rend rien. Il joue vis-à-vis d'elle un rôle de parasite.

Quand elles sont fortes et riches, les sociétés peuvent supporter un certain degré de parasitisme. Lorsque ce degré est dépassé, la société s'effondre et ses parasites avec elle.

La nature ne crée pas la société à partir des individus, elle crée les individus à partir de la société, comme l'a démontré la sociologie moderne.

L'individu, s'il prétend se détacher de la société maternelle et nourricière, se dessèche et meurt sans porter fruit.

Dans une société bien faite, l'individu doit accepter la loi de l'espèce, l'espèce ne doit pas subir les volontés anarchiques des individus, et cela dans l'intérêt des individus eux-mêmes.

La première garantie des droits de l'individu réside dans la société.

1. C'est le terme repris par M. Jacques Chaban-Delmas.

Ayez une société solide, et dans laquelle le noyau social primitif, la famille, soit fort : les droits primordiaux de l'individu — religieux, domestiques, scolaires — y trouveront leur rempart.

L'association volontaire continue le bienfait de la société naturelle.

Ayez des associations puissantes, des associations de métier notamment, et les autres droits essentiels auront en elles leur assiette et leur fondement.

L'État, enfin, achève et couronne l'action tutélaire de la société et des associations.

Ayez un État fort, et tous ces droits distincts, divers, contradictoires même, ne feront pas de la Cité leur champ de bataille, parce que l'ordre public sera, lui aussi, pourvu d'un garant et d'un protecteur.

L'esprit nouveau doit être un esprit de communion nationale et sociale. Professer le nationalisme et prétendre rester individualiste est une contradiction insoutenable, où trop de nos devanciers se sont attardés, et qui devait finalement se révéler ruineuse.

Seul l'élan collectif donne son sens à la vie individuelle en la rattachant à quelque chose qui la dépasse, qui l'élargit et la magnifie.

Pour conquérir la paix et la joie, chaque Français doit commencer par s'oublier lui-même.

Qui est incapable de s'intégrer à un groupe, d'avoir l'esprit d'équipe, le sens vital de la coopération, ne saurait prétendre à servir, c'est-à-dire à remplir son destin d'homme.

Je ne veux pas voir autour de moi des hommes dont l'adhésion serait marquée au coin d'un avide égoïsme ou d'un conformisme paresseux. Ceux qui désirent collaborer avec nous doivent savoir qu'ils accomplissent un devoir, sans autre récompense que la satisfaction virile d'apporter leur pierre à la grande œuvre de la rénovation française.

Ils doivent aussi réapprendre à vivre et à agir en commun, en ouvrant leurs âmes toute grandes aux puissants et bienfaisants effluves collectifs où se mêlent les héritages du passé et les appels de l'avenir.

« Il n'y a pas, dit Renan, de philosophie plus superficielle que celle qui, prenant l'homme comme un être égoïste et viager, prétend l'expliquer et lui tracer ses devoirs en dehors de la société dont il est une partie. »

Quel relèvement pourrait espérer un pays qui ne trou-

verait chez lui qu'égoïsme, isolement, sécheresse de cœur, indifférence? Il serait frappé d'une sorte d'incapacité de vivre, car les sources de la vie seraient taries en lui. Il n'y a pas de société sans amitié, sans confiance, sans dévouement.

L'individualisme est venu se greffer sur notre goût naturel de l'indépendance et a transformé une qualité certaine en un très grave défaut. L'indépendance peut parfaitement s'accommoder de la discipline, tandis que l'individualisme tourne inévitablement à l'anarchie, laquelle ne trouve d'autre correctif que le collectivisme. Mais deux erreurs contraires, embrassées tour à tour, ne font pas une vérité.

A la régénération de la France, il faut la base du devoir, d'un devoir librement consenti et courageusement accompli.

Mais, à cette volonté morale de redressement personnel, il nous appartient d'assurer des conditions politiques et sociales favorables. Nous y pourvoirons, car rien ne serait possible si les faux principes de l'individualisme restaient la philosophie même de l'État français.

Nous demandons au peuple français, d'abord de nous faire confiance, ensuite de nous comprendre et de s'aider lui-même en nous aidant.

Je l'ai vu, ce peuple français, j'ai communiqué intimement avec lui à Toulouse, à Montauban, à Lyon, à Arles, à Marseille, à Toulon, à Avignon. J'ai senti battre son cœur à l'unisson du mien. Il se rend clairement compte que nous ne voulons fonder notre autorité que sur la raison, sur l'intérêt public, sur l'évidence de l'utilité de notre action comme de la vérité de nos principes.

A chacun de servir à son rang l'œuvre de la révolution nationale. Que chacun remplisse consciencieusement son devoir d'état, sans jamais perdre de vue la grandeur et la noblesse de l'entreprise collective à laquelle il participe. L'action la plus modeste a de quoi combler le cœur de l'homme, s'il sait l'inscrire sur un assez vaste horizon.

Français à l'ouvrage, tous ensemble, d'un même effort, d'une même ardeur, au service de la France.

TOUT A REFAIRE ¹

Tout était à refaire. Il fallait obéir à l'urgence, mais avant tout procéder avec méthode. On n'aurait pu rien faire sans d'abord rétablir l'ordre et l'autorité. Mais qu'est-ce que l'ordre sinon la discipline ? Qu'est-ce que l'autorité si ce n'est le commandement ?

On apprend, assurément, beaucoup de choses dans l'armée. Des choses vieilles et simples, mais bien utiles ! Par exemple ceci, que, de tout temps, un chef n'a pu efficacement commander à plus de cinq sous-ordres. Cela commence au caporal et finit au sommet de la hiérarchie. Toujours le même compte ; un homme qui décide, quatre hommes qui obéissent et transmettent. Ainsi de suite de la pointe à la base. Il faut une règle à la portée des énergies humaines. Les anciens savaient très bien cela. Il suffit de lire Tacite. Pourquoi la politique moderne l'avait-elle oublié ? La force réelle d'un peuple est dans le contrôle de chaque devoir. Qu'est-ce que gouverner si ce n'est établir la véritable liaison sociale, c'est-à-dire la liaison hiérarchique, avec la présence d'un chef à tous les éléments de la chaîne ?

Quand, à l'appel du pays, j'ai assumé la direction du gouvernement de la France, j'ai pensé qu'avant toute réforme il fallait procéder au rétablissement de l'autorité. Mes idées là-dessus je viens vous les dire. Elles ont surpris bien des gens. Car le bon sens surprend toujours. A force d'habitude, on admettait des paradoxes administratifs que la routine ornait d'une sorte de tradition. Je ne parle pas, notez bien, des petits abus et de leurs conséquences. Je parle de la méconnaissance très générale des possibilités de l'obéissance et du commandement. Un fait : concevez-vous qu'un ministre de l'Intérieur puisse imprimer directement les volontés de l'État à quatre-vingts préfets ? J'ai vu des chefs, monsieur Béraud, et j'en suis un moi-même.

1. Cette déclaration a été recueillie par Henri Béraud et publiée dans l'hebdomadaire *Gringoire* du 14 novembre 1940.

Eh bien ! durant ma carrière, je n'en ai vu aucun qui fût capable d'un pareil tour de force !... Quand j'ai dit cela, tout le monde autour de moi semblait tomber des nues. Cette très vieille vérité semblait une révélation. Hiérarchiser l'ordre, rétablir la liaison organique, c'est pourtant bien simple !

Tout était pourri et c'était peut-être moins la faute des hommes que la faute du système. Usure ? Non. Tout cela était vieux avant de naître. On n'avait même pas compris que les délégués administratifs de la nation devaient être choisis parmi l'élite et néanmoins contrôlés, mis hors d'état d'agir politiquement contre l'État ! Cela changera, je vous l'affirme.

Il faut une représentation nationale. Je le sais. Je le sais mieux qu'eux. Mais le temps est venu des élites. Il ne s'agit plus d'une émulation de promesses. Il faut vivre dans la droiture et la loyauté. Le peuple, certes, aura voix au chapitre. Mais le travail dira son mot et les véritables serviteurs de l'État se feront entendre. Il ne faut penser qu'à l'ordre, et l'ordre c'est la conscience de tous...

LA JEUNESSE PRÉPARERA LE FONDEMENT DU NOUVEL ORDRE FRANÇAIS ¹

C'est à vous, jeunes Français, que je m'adresse aujourd'hui, vous qui représentez l'avenir de la France et à qui j'ai voué une affection et une sollicitude particulières. Vous souffrez dans le présent, vous êtes inquiets pour l'avenir. Le présent est sombre, en effet, mais l'avenir sera clair, si vous savez vous montrer dignes de votre destin. Vous payez des fautes qui ne sont pas les vôtres : c'est une dure loi qu'il faut comprendre et accepter, au lieu de la subir ou de se révolter contre elle. Alors, l'épreuve devient bienfai-

1. Message à la jeunesse française du 29 décembre 1940.

sante, elle trempe les âmes et les corps et prépare les lendemains réparateurs.

L'atmosphère malsaine dans laquelle ont grandi beaucoup de vos aînés a détendu leur énergie, amolli leur courage et les a conduits, par les chemins fleuris du plaisir, à la pire catastrophe de notre histoire. Pour vous, engagés dès le jeune âge dans des sentiers abrupts, vous apprendrez à préférer, aux plaisirs faciles, les joies des difficultés surmontées.

Méditez ces maximes : « Le plaisir abaisse, la joie élève ; le plaisir affaiblit, la joie rend fort. » Cultivez en vous le sens et l'amour de l'effort : c'est une part essentielle de la dignité de l'homme et de son efficacité. L'effort porte en lui-même sa récompense morale avant de se traduire par un profit matériel qui, d'ailleurs, arrive toujours tôt ou tard. Lorsque vous aurez à faire le choix d'un métier, gardez-vous de la double tentation du gain immédiat et du minimum de peine. Visez, de préférence, aux métiers de qualité qui exigent un long et sérieux apprentissage, ceux-là mêmes où notre main-d'œuvre nationale accusait autrefois une supériorité incontestée. Lorsque vous aurez choisi votre carrière, sachez que vous aurez le droit de prendre place parmi les élites ; c'est à elles que revient le commandement sur les seuls titres du travail et du mérite. Dans cette lutte sévère pour atteindre le rang que vos capacités vous assignent, réservez toujours une place aux vertus sociales et civiques, à l'entr'aide, au désintéressement, à la générosité.

La maxime égoïste, qui fut trop souvent celle de vos devanciers : « Chacun pour soi et personne pour tous », est absurde en elle-même et désastreuse en ses conséquences. Comprendons bien, mes jeunes amis, que cet individualisme dont nous nous vantions comme d'un privilège, est à l'origine des maux dont nous avons failli périr. Nous voulons reconstruire, et la préface nécessaire à toute reconstruction, c'est d'éliminer l'individualisme destructeur. Destructeur de la famille, dont il brise ou relâche les liens ; destructeur du travail, à l'encontre duquel il proclame le droit à la paresse ; destructeur de la patrie, dont il ébranle la cohésion quand il n'en dissout pas l'unité. Seul, le don de soi donne son sens à la vie individuelle, en la rattachant à quelque chose qui la dépasse, qui l'élargit et la magnifie. Pour conquérir tout ce que la vie comporte de bonheur et de sécurité, chaque Français doit commencer par s'oublier lui-même. Qui est incapable de s'intégrer à un groupe, d'acquérir le sens vital de l'équipe, ne saurait prétendre à « servir », c'est-

à-dire à remplir son devoir d'homme et de citoyen. Il n'y a pas de société sans amitié, sans confiance, sans dévouement. Je ne vous demande pas d'abdiquer votre indépendance, rien n'est plus légitime que la passion que vous en avez ; mais l'indépendance peut parfaitement s'accommoder de la discipline, tandis que l'individualisme tourne inévitablement à l'anarchie, qui ne trouve d'autre correctif que la tyrannie. Le plus sûr moyen d'échapper à l'une et à l'autre, c'est d'acquérir le sens de la communauté, sur le plan social comme sur le plan national. Apprenez donc à travailler en commun, à réfléchir en commun, à obéir en commun, à prendre vos jeux en commun. En un mot, développez parmi vous l'esprit d'équipe. Vous préparerez ainsi le solide fondement du nouvel ordre français, qui vous liera fortement les uns aux autres et vous permettra d'affronter allègrement l'œuvre immense du redressement national.

Mes chers amis, il y a une concordance symbolique entre la dure saison qui nous inflige ses privations et ses souffrances et la douloureuse période que traverse notre pays. Mais, au plus fort de l'hiver, nous gardons intacte notre foi dans le retour du printemps. Oui, jeunes Français, la France, aujourd'hui dépouillée, un jour prochain, reverdira, refluerira. Puisse le printemps de votre jeunesse s'épanouir bientôt dans le printemps de la France ressuscitée.

LA RÉFORME DE L'ÉDUCATION NATIONALE ¹

Français,

Parmi les tâches qui s'imposent au gouvernement, il n'en est pas de plus importante que la réforme de l'éducation nationale.

1. Le maréchal Pétain adressa à la *Revue des deux mondes* le texte d'un article auquel il tenait particulièrement. Il fut publié le 15 août 1940.